

Anglaise est de \$1,374,985.50. C'est la somme globale que le Dominion paiera pour tous les travaux municipaux. Puis, à la colonne suivante nous voyons que la dépense fédérale pour les entreprises provinciales est de \$24,129.50; pour les grandes routes de la province, \$1,098,870.50; pour les grandes routes transcanadiennes, \$502,000. Si les honorables députés se donnent la peine d'additionner ces sommes, ils verront que mon assertion est juste, et que le total des dépenses dans la Colombie-Anglaise est de 3 millions de dollars, en chiffres ronds, dont la moitié est payable par le Dominion, soit environ \$1,600,000. Pourquoi, alors, la somme de \$1,800,000 aurait-elle été envoyée pour les entreprises de la province seulement?

Le très hon. M. BENNETT: Tout le montant de 3 millions devait être fourni par le gouvernement fédéral.

M. REID: Oui.

Le très hon. M. BENNETT: De sorte que la somme de \$1,800,000 que la Colombie-Anglaise a reçue doit être accrue de \$1,200,000 pour que cette province puisse s'acquitter de ses obligations envers les municipalités et pourvoir à ses propres travaux. C'est parce qu'elle ne peut obtenir l'argent que nous devons lui avancer qu'elle se trouve dans l'embarras actuel. C'est ce que je voulais dire lorsque j'ai déjà parlé à l'honorable député.

M. REID: Je maintiens que la province a encore \$200,000 de plus qu'il ne lui revient pour son programme des travaux relatifs au soulagement du chômage.

L'hon. M. STEVENS: Non.

M. REID: Oui. Elle aurait pu facilement avoir payé les municipalités, parce qu'elle a reçu beaucoup d'argent pour cela. La raison pour laquelle les paiements n'ont pas été faits est connue de presque tous les habitants de la Colombie-Anglaise. Cependant, je vais laisser ce sujet de côté, et poser quelques questions au ministre des Travaux publics, bien que le premier ministre ait dit que nous retardions l'étude du bill: Je vais demander quelques renseignements au ministre des Travaux publics touchant certaines dépenses afférentes au soulagement direct du chômage. Je désire avoir des détails au sujet d'un édifice qui a été construit à Salmon-Arm au coût de \$22,000.

L'hon. H. A. STEWART: A quelle page mon honorable ami trouve-t-il cette entrée?

M. REID: Page 67 du rapport du directeur fédéral du soulagement du chômage.

L'hon. H. A. STEWART: L'édifice n'a pas encore été construit.

M. REID: Il n'a pas encore été construit?

L'hon. H. A. STEWART: Non.

M. REID: Mais il y a un crédit d'ouvert?

L'hon. H. A. STEWART: Ce projet était compris dans la liste des travaux approuvés, puis, renseignements pris, on décida de ne pas construire.

M. REID: Se propose-t-on de le construire?

L'hon. H. A. STEWART: Pas comme partie du programme du soulagement du chômage. Il faudra inscrire un crédit dans le budget régulier.

M. REID: Je vois de nombreuses affectations pour édifices publics dans la province d'Ontario. En a-t-on construits? Je ne pose pas cette question sans raison.

L'hon. H. A. STEWART: Je ne crois pas que la loi du soulagement du chômage et de l'agriculture ait servi à la construction d'un seul édifice public, sauf à Windsor. On a fait des travaux de réparations, de modifications et d'améliorations afin de fournir de l'emploi aux plombiers, charpentiers, et autres artisans qui avaient besoin de travailler, et nous y avons procédé assez largement. Mon honorable ami constatera que cela s'est fait dans l'Ontario et dans les autres provinces, partout où l'ouvrage pouvait être exécuté à temps.

M. REID: La réponse du ministre est assez satisfaisante, et conforme à ce qu'on m'a répondu quand j'ai écrit au département à propos du bureau de poste à New-Westminster: on m'a dit qu'aucune construction nouvelle ne serait entreprise sous l'empire de la loi de soulagement du chômage et de l'agriculture. Il est intéressant de savoir que tous sont traités sur le même pied. Hier après-midi, le ministre a donné lecture d'une lettre en date du 25 novembre, adressée à tous les ingénieurs divisionnaires, les avertissant de ne faire aucune distinction entre les solliciteurs d'ouvrage à cause de leur politique ou de leurs croyances religieuses. J'ai demandé, entre autres, des travaux à White-Rock, représentant un débours de \$6,300. Apprenant qu'on les avait commencés je m'y rendis et je trouvai à l'œuvre six hommes qui n'étaient ni des pauvres ni des nécessiteux. Le contremaître me dit qu'ils avaient été mis à l'ouvrage par M. Worsfold, l'ingénieur divisionnaire. A New-Westminster, je demandai à celui-ci qui lui avait dit que ceux-là avaient besoin de secours. Le comité conservateur, me répondit-il après avoir hésité. Et, finalement, il admet que les noms lui avaient été fournis par le candidat conservateur défait, lequel les avait ob-